



## FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES



La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de [Adobe Systems Incorporated](https://www.adobe.com/fr/acrobat/reader-main.aspx).

### 1. Coordonnées du projet

|   |   |            |                             |
|---|---|------------|-----------------------------|
| Intitulé du projet :  | Le projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 13 février 2018 portant exécution de l'article 4, paragraphe 2 de la loi du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays |            |                             |
| Ministre initiateur :   | Le Ministre des Finances  |            |                             |
| Auteur(s) :   | Carlo Fassbinder  |            |                             |
| Téléphone :   | 247- 82604  | Courriel : | Carlo.Fassbinder@fi.etat.lu |
| Objectif du projet :  | Extension de la liste des Juridictions soumises à la déclaration  |            |                             |
| Autre(s) Ministère(s) /<br>Organisme(s) /<br>Commune(s)<br>impliqué(e)(s) : | CTIE  |            |                             |
| Date :  | 18/12/2025  |            |                             |

### 2. Objectifs à valeur constitutionnelle

**Le projet contribue-t-il à la réalisation des objectifs à valeur constitutionnelle ?** ☐ Oui ☒ Non

Dans l'affirmative, veuillez sélectionner les objectifs concernés et veuillez fournir une brève explication dans la case «Remarques» indiquant en quoi cet ou ces objectifs sont réalisés :

- ☐ Garantir le droit au travail et veiller à assurer l'exercice de ce droit
- ☐ Promouvoir le dialogue social
- ☐ Veiller à ce que toute personne puisse vivre dignement et dispose d'un logement approprié
- ☐ Garantir la protection de l'environnement humain et naturel en œuvrant à l'établissement d'un équilibre durable entre la conservation de la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, ainsi que la sauvegarde de la biodiversité, et satisfaction des besoins des générations présentes et futures
- ☐ S'engager à lutter contre le dérèglement climatique et œuvrer en faveur de la neutralité climatique
- ☐ Protéger le bien-être des animaux
- ☐ Garantir l'accès à la culture et le droit à l'épanouissement culturel
- ☐ Promouvoir la protection du patrimoine culturel
- ☐ Promouvoir la liberté de la recherche scientifique dans le respect des valeurs d'une société démocratique fondée sur les droits fondamentaux et les libertés publiques

Remarques :

|  |
|--|
|  |
|--|



### 3. Mieux légiférer

**1) Chambre(s) professionnelle(s) à saisir / saisi(e)s pour avis <sup>1</sup>:**

- ☐ Chambre des fonctionnaires et employés publics
- ☐ Chambre des salariés
- ☐ Chambre des métiers
- ☒ Chambre de commerce
- ☐ Chambre d'agriculture

<sup>1</sup> Veuillez indiquer la/les Chambre(s) professionnelle(s) saisie(s) du projet sous rubrique suite à son approbation par le Conseil de gouvernement.

**2) Autre(s) partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) à saisir / saisi(e)s pour avis :** ☐ Oui ☒ Non

Si oui, laquelle / lesquelles :

Remarques / Observations :

**3) En cas de transposition de directives européennes, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ?** ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. <sup>2</sup>

Si non, pourquoi ?

**4) Destinataires du projet :**

- Entreprises / Professions libérales :

☒ Oui ☐ Non

- Citoyens :

☐ Oui ☒ Non

- Administrations :

☒ Oui ☐ Non

**5) Le principe « Think small first » est-il respecté ?**

(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. <sup>2</sup>

Remarques / Observations :

**6) Le projet contribue-t-il à la simplification administrative, notamment en supprimant ou en simplifiant des régimes d'autorisation et de déclaration existants, en réduisant les délais de réponse de l'administration, en réduisant la charge administrative pour les destinataires ou en améliorant la qualité des procédures ou de la réglementation ?** ☐ Oui ☒ Non

Remarques / Observations :

**7) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ?** ☐ Oui ☒ Non ☐ N.a. <sup>2</sup>

Si oui, de quelle(s)



|  |   |
|--|---|
| donnée(s) et/ou administration(s)  |   |
| <b>8) Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?</b> | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> N.a. <sup>2</sup> |
| Si oui, lequel ?   |   |
| Remarques / Observations :   |   |
| <sup>2</sup> N.a. : non applicable.  |   |

#### 4. Digitalisation et données

|  |  |
|--|--|
| <b>9) Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'État (e-Government ou application back-office)</b>  | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |
| Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?   |  |
| <b>10) Le projet tient-il compte du principe « digital by default » (priorisation de la voie numérique) ?</b>  | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |
| <b>11) Le projet crée-t-il une démarche administrative qui nécessite des informations ou des données à caractère personnel sur les administrés ?</b>                   | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |
| Si oui, ces informations ou données à caractère personnel peuvent-elles être obtenues auprès d'une ou plusieurs administrations conformément au principe «Once only» ? | Non  |
| <b>12) Le projet envisage-t-il la création ou l'adaptation d'une banque de données ?</b>   | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |

#### 5. Égalité des chances (à remplir pour les projets de règlements grand-ducaux) <sup>3</sup>

|  |   |
|--|---|
| <b>13) Le projet est-il :</b>  |   |
| - principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ?                 | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  |
| - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ?                        | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  |
| Si oui, expliquez de quelle manière :  |   |
| - neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ?                         | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non  |
| Si oui, expliquez pourquoi :   | Ne s'applique pas aux personnes physiques   |
| - négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ?                        | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  |
| Si oui, expliquez de quelle manière :  |   |
| <b>14) Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ?</b> | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> N.a. <sup>2</sup> |
| Si oui, expliquez  |   |



de quelle manière :

<sup>3</sup> Pour les projets de loi, il convient de se référer au point 1 « Assurer une inclusion sociale et une éducation pour tous. » du Nohaltegkeetscheck.

## 6. Projets nécessitant une notification auprès de la Commission européenne

- 15) **Directive « services » : Le projet introduit-il une exigence en matière d'établissement ou de prestation de services transfrontalière ?** ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. <sup>2</sup>

Si oui, veuillez contacter le Ministère de l'Economie en suivant les démarches suivantes :

<https://meco.gouvernement.lu/fr/domaines-activites/politique-europeenne/notifications-directive-services.html>

- 16) **Directive « règles techniques » : Le projet introduit-il une exigence ou réglementation technique par rapport à un produit ou à un service de la société de l'information (domaine de la technologie et de l'information)?** ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. <sup>2</sup>

Si oui, veuillez contacter l'ILNAS en suivant les démarches suivantes :

<https://portail-qualite.public.lu/content/dam/qualite/publications/normalisation/2017/ilnas-notification-infolyer-web.pdf>